

Au-delà de l'euro, mettre l'Union européenne en défaut

Par Christophe Ventura (septembre 2015)

« *Les temps changent, et nous changeons avec eux* » avaient coutume de dire les Romains. Jamais, depuis la signature de l'accord insoutenable intervenu entre l'Eurozone et la Grèce le 13 juillet 2015, la conscience – forgée ou diffuse – qu'il y a bien quelque chose de pourri au royaume de l'Europe n'a été aussi forte dans nos sociétés continentales et dans le reste du monde. Médias, partis politiques, intellectuels, mouvements sociaux et opinions publiques mesurent jour après jour combien le stade de développement atteint par la crise organique du système européen est inédit depuis la signature du traité de Rome (1957) et la fondation de la Communauté économique européenne (1958). Cette crise agite plusieurs éléments dans un tourbillon chaque jour plus puissant. La crise de l'euro, la mise à mort lente de la Grèce sur le plan économique et social au nom de sa soumission aux dogmes de l'euro sous hégémonie allemande – dogmes qui vont inéluctablement, tôt ou tard, la conduire au « Grexit » –, le drame des exodes migratoires, la montée des extrémismes et des intégrismes, le démantèlement appliqué des solidarités et des protections sociales, économiques et démocratiques crevassent incessamment l'édifice européen.

L'Union européenne (UE) n'est plus simplement perçue comme un modèle de technostucture froide et néolibérale. Elle est devenue le symbole du désarmement méthodique de la vie démocratique des peuples. Dans ce contexte, les enseignements de la « négociation »

grecque sont nombreux et désormais bien établis. Parmi ceux-ci, le plus important : impossible de sortir de l'austérité à l'intérieur de l'euro.

Tout pays membre peut bien conserver la monnaie unique, mais au prix d'un strict respect de son serment d'allégeance aux principes ordolibéraux qui la gouvernent. Depuis l'affrontement avec la Grèce, les dirigeants de l'Eurozone et les créanciers ne cessent d'adresser un message politique sans ambiguïté à l'attention des pays européens : aucune politique alternative ne se déploiera au sein de la zone euro.

Mettre l'Union européenne en défaut

Une question taraude désormais observateurs et acteurs sociaux et politiques au sujet de l'euro, notamment au sein de la gauche anti-austéritaire¹ : en sortir ou pas ? Et pour quoi faire ? La sortie de la monnaie unique constitue-t-elle un point de départ pour une rupture avec l'austérité ? Ou est-elle plutôt un point d'arrivée possible qui interviendrait après de nouvelles tentatives de négociations échouées pour une refondation de l'euro avec les gouvernements et les institutions de l'UE ? Ce débat de stratégie – notons que la seconde proposition admet par avance l'échec programmé d'une possible refondation progressiste négociée – n'évite pas l'issue vers laquelle iront tous ceux qui mèneront la bataille anti-austéritaire. Pour en finir avec l'austérité, il faudra en passer, *in fine*, par un affranchissement technique de l'euro.

Mais cela ne suffira pas. Une séquence politique ouverte à partir de la bataille de l'euro conduira inéluctablement les forces qui

¹ Sur ce sujet, lire Bernard Cassen, « Sortir la gauche radicale européenne de l'impasse », Mémoire des luttes, (<http://www.medelu.org/Pour-sortir-la-gauche-radicale>).

l'animeront vers un affrontement plus large avec l'UE. En effet, la monnaie unique constitue bel et bien une partie essentielle de la question austéritaire et néolibérale en Europe, mais pas son intégralité. Il faudra également – et indissociablement –, membre de l'euro ou non, rompre avec les autres traités de l'UE (ce à quoi mène directement la logique politique d'un affrontement sur l'euro). Ces traités organisent le système de verrouillage du cachot néolibéral dans lequel sont gardés vingt-huit pays par leurs Etats gouvernés par des forces politiques – conservatrices ou social-démocrates – acquises aux intérêts (et bénéficiaires) des marchés financiers et des multinationales. Il faudra aussi, et simultanément, briser le mécanisme infernal de la dette qui asservit en toute chose les Etats aux marchés financiers, reprendre le contrôle des systèmes bancaires, restreindre la liberté des capitaux et reconfigurer les systèmes fiscaux pour réorienter la distribution des richesses créées au sein de chaque société. Bref, provoquer le défaut... de l'Union européenne.

S'agit-il d'un programme trop radical ? Un autre enseignement de la séquence grecque doit ici retenir l'attention pour en juger. S'il a élevé le niveau de conscience général sur la nature de l'UE, salué la victoire morale – malgré la défaite politique du gouvernement conduit par Alexis Tsipras – du peuple grec face aux créanciers, signalé l'existence de contradictions entre blocs de pays sur la question austéritaire et des déficits budgétaires, ainsi que sur la dette entre le Fonds monétaire international (FMI) et l'Allemagne, le bras de fer entre dirigeants européens et Athènes a également provoqué une radicalisation du système européen et conforté la puissance de l'Allemagne en son sein.

« *Nous devons renforcer l'irréversibilité de l'euro* » – de cet euro – a ainsi déclaré, le 28 août 2015, le ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Angela Merkel, M. Frank-Walter Steinmeier, lors

de son discours d'ouverture aux journées économiques de la Conférence des ambassadeurs de la République fédérale. Et de préciser la vision de son gouvernement pour l'avenir du continent : « *La Grèce nous oblige à apprendre une leçon pour l'Eurozone (...) : le chemin vers un développement de l'union monétaire est incontournable. (...) La zone euro ne consiste pas qu'en des règles, mais de plus en plus en des politiques.* »

Quelles politiques ?

« *Premièrement : l'euro est une partie essentielle de l'unification européenne. Et nous avons observé dans les dernières semaines comment cette unification est secouée lorsque l'appartenance d'un seul pays est mise en question* ». Selon le ministre social-démocrate, « *personne ne peut être exclu de l'euro contre sa volonté* ». Bien. Mais « *à l'inverse, cela signifie également que nous devons prendre des dispositions afin que la faillite d'un pays ne puisse pas remettre en question l'appartenance à l'union monétaire. Il faut donc élaborer une procédure d'insolvabilité des États* »... qui permette aux Etats membres d'exclure si nécessaire, au nom de la sauvegarde supérieure de l'ordre monétaire, celui qui n'en respecterait plus les exigences. Et de prolonger : « *Deuxièmement : les pays de l'Eurozone ont perdu, via la monnaie unique, leur pleine souveraineté sur leur politique budgétaire et économique.* » Partant de cette constatation indiscutable, M. Steinmeier conclut au besoin impérieux d'organiser un fédéralisme autoritaire accru : « *Nous devons compenser la perte de souveraineté nationale par un renforcement de la coordination européenne.* » considère-t-il. Ainsi, « *cela signifie que nous devons avoir un droit d'intervention européenne renforcé. Cette dernière ne peut exister que si nous sommes également prêts à réfléchir*

aux mécanismes via lesquels nous amortissons les chocs économiques vis-à-vis des finances communes. »²

Traduction : les « *chocs économiques* » ne doivent plus être continuellement invoqués pour immuniser les « *finances communes* » contre le respect des exigences de la « règle d'or » budgétaire inscrite dans le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) dans l'Union économique et monétaire signé en 2012 par vingt-cinq pays de l'UE. Cette dernière tolère un déficit public structurel des Etats limité à 0,5 % du PIB et une dette publique égale à 60% de leur PIB.

Elaboré pour cadenasser les finances publiques et les marges de manœuvre politiques des Etats, ce traité, accompagné de celui instaurant un mécanisme européen de stabilité (MES), prévoit que seules des périodes de grave crise économique peuvent temporairement permettre de déroger à ses objectifs chiffrés. La position défendue par M. Steinmeier fait écho et prolonge celle exprimée par son désormais célèbre collègue Wolfgang Schäuble. A l'issue de la « négociation » avec la Grèce, le ministre des finances d'Angela Merkel a en effet fait savoir qu'il considérait la Commission européenne trop laxiste vis-à-vis des déficits budgétaires des pays du Sud et de la France (3,8 % en 2015 ; dette publique équivalent à 97% de son PIB). Chargée de superviser la bonne application de la « règle d'or », l'institution non élue devrait faire l'objet, selon M.Schäuble, d'une réflexion concernant son rôle dans la gestion des déficits des pays membres de l'euro. Cette mise en cause à peine voilée de la loyauté de la Commission vis-à-vis de la position d'intransigeance défendue par Berlin (dont le budget est en équilibre « grâce » à sa politique d'austérité salariale) a déclenché des réactions inhabituelles parmi certains des plus éminents

² Site du ministère des affaires étrangères allemand : <http://www.auswaertiges-amt.de/DE/Infoservice/Presse/Reden/2015/150825-BM-BokoWita.html?nn=382584>

produits politiques de l'Union européenne. L'ancien président de la Commission et du conseil italien Romano Prodi considère ainsi que « *le message est clair* ». Selon lui, M. Schäuble souhaite « *redimensionner les pouvoirs de la Commission européenne en transférant les décisions les plus délicates en matière de politique économique entre les mains d'une autorité technique dotée des pleins pouvoirs, bien sûr contrôlée depuis Berlin* »³.

Ce rapport de force au sein du système européen illustre lui aussi, à sa manière, la volonté manifeste de Berlin de le radicaliser. Pour leur part, toutes les propositions allemandes ou françaises visant à renforcer la gouvernance de l'euro (budget européen – dont le MES pourrait former le noyau selon le Commissaire Pierre Moscovici –, gouvernement économique et Parlement de la zone) poursuivent un seul et même objectif : renforcer « *l'irréversibilité* » et « *l'intégrité* » de l'euro réellement existant.

Deux « conducteurs » pour la gauche et les mouvements sociaux : l'Etat transformé et les dynamiques sociales

Dans ces conditions, est-il envisageable de construire un autre rapport de forces dans le cadre du système européen pour démocratiser l'euro, organiser une européanisation solidaire de la dette, des faillites bancaires, de la lutte contre la pauvreté et des investissements comme le propose Yanis Varoufakis, ancien ministre des finances du gouvernement Tsipras en charge de la négociation avec l'Eurogroupe, ou même d'organiser une transition vers une monnaie commune ?

Non, et pour une seule et même raison. Toutes ces propositions – aussi séduisantes soient-elles sur le plan théorique et politique –

³ Romano Prodi, « L'Europa fermi l'inaccettabile blitz tedesco », *Il Messaggero*, 8 août 2015.

supposent l'existence de points d'appuis au sein du système européen et l'émergence de mobilisations sociales et politiques massives dans les sociétés pour construire une alternative – même partielle – au modèle existant et aux politiques qu'il fabrique et impose aux pays membres. L'issue de la séquence estivale a révélé l'insuffisance des mobilisations quand elle a indiqué, dans le même temps, la radicalisation du système européen pour garantir sa survie et protéger les intérêts de ses bénéficiaires.

Comment attendre de « l'élitocratie » européenne, qui vient de démontrer son infaillible solidarité face à toute remise en cause de son système, qu'elle puisse, ne serait-ce que dans certaines de ses fractions envisager l'emprunt d'un chemin alternatif ? Nous avons vu à quel point les forces sociale-démocrates ont défendu les positions les plus violentes vis-à-vis d'Alexis Tsipras.

Un programme de rupture avec l'euro et l'UE est-il alors incertain et peut-il mener vers une déflagration européenne ? Rien ne peut plus hélas l'exclure tant il est désormais acquis qu'il n'y aura pas de rupture ou de refondation coopératives au sein des Vingt-huit. Une guerre est ouverte. Plus rien ne se fera par consensus – entre gens raisonnables – avec l'« élitocratie » de chaque pays et du système européen. Eux ont choisi : ils assument un conflit ouvert et brutal avec les peuples et contre la gauche.

Seuls des affrontements radicaux – qui auront pour objet la remise en cause matérielle des fondations de l'édifice européen nécessaire à la reconstruction des conditions concrètes permettant le contrôle et la limitation démocratiques des pouvoirs économiques et financiers sur les sociétés – pourront créer des situations nouvelles propices à l'élaboration de configurations européennes alternatives dont il est impossible de dessiner les contours précis aujourd'hui.

Dans cette perspective, l'incursion de la souveraineté politique dans le système des pouvoirs globalisés est notre seule arme⁴. Elle peut s'appuyer sur deux « conducteurs » complémentaires pour transmettre sa charge démocratique et perturber le système européen qui s'alimente dans l'entrelacs constitué par les jeux d'intérêts, les relations inter-étatiques et les normes, directives, règlements, décisions, arrêts, etc. produits par des institutions politiques et technocratiques (Commission européenne, Parlement européen), juridiques (Cour de justice de l'UE) et financières (Banque centrale européenne) supranationales.

Le premier « conducteur » est l'Etat lui-même. Sa conquête et sa transformation démocratique – impérative tant il constitue aujourd'hui un outil de maltraitance de la souveraineté populaire au niveau national – doit constituer un objectif politique majeur pour les forces progressistes. Parce que les Etats sont les seules formes institutionnelles positionnées à l'interface entre les sociétés et les pouvoirs globalisés – dont ils constituent en réalité une partie organique (loin d'être dépassés par la mondialisation, ils y ont redéployé nombre de leurs pouvoirs pour échapper aux contraintes du contrôle démocratique domestique) – ils peuvent constituer, s'ils sont mis au service de politiques de rupture avec l'ordre dominant, des leviers incontournables capables de « parasiter » le système. Ils peuvent y diffuser des doses d'auto-détermination démocratiques toxiques pour son bon fonctionnement et redéfinir l'ordre des relations avec les autres Etats.

Le second « conducteur » est la dynamique sociale, entendue comme combinaison des expériences sociales alternatives concrètes qui se multiplient dans nos sociétés et des mobilisations qui doivent se consolider aux échelles nationale et pluri-nationale.

⁴ Lire Christophe Ventura, « Un autre « populisme » est possible », Mémoire des luttes (<http://www.medelu.org/Un-autre-populisme-est-possible>).

Mais le poids limité des mouvements sociaux et des forces anti-austéritaires de gauche au niveau continental interdit d'envisager actuellement l'imposition d'un rapport de forces global aux dirigeants européens qui soit plus favorable aux intérêts des peuples. Toutefois, le cycle politique ouvert en Europe est porteur de grands bouleversements à venir. L'instabilité règne partout – et se renforcera dans le futur –, les systèmes de verrouillage politique et médiatique élaborés par les acteurs du système s'enrayent et peuvent céder. Les victoires anti-austéritaires progressistes sont possibles, au Nord et au Sud de l'Europe, comme le montrent la montée en puissance du Parti national écossais (SNP), l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour Party (Parti travailliste) au Royaume-Uni ou l'émergence de forces anti-austéritaires puissantes dans les pays de la périphérie continentale européenne. Mais ces forces et mouvements ne pourront pas, d'emblée, peser collectivement et de manière synchrone au niveau régional.

Dans ce contexte, les forces progressistes doivent envisager l'avènement d'un scénario hypothétique dans lequel un gouvernement anti-austéritaire arrivé au pouvoir dans un pays clé de l'UE (en France notamment), grâce à de puissantes mobilisations excluant toute forme d'alliance avec les forces d'extrême-droite, pourrait imposer une crise au sein des institutions européennes au terme de laquelle d'autres configurations européennes trouveraient la possibilité d'émerger.

Dans cette perspective, plusieurs objectifs devraient d'ores et déjà guider ces forces politiques et sociales. Tout d'abord, il s'agirait d'élaborer un projet politique et économique coopératif en dehors de l'euro – et certainement, *in fine*, de l'Union européenne – qui permette l'émergence de nouvelles formes de relations politiques et économiques entre pays sous la forme de coopérations renforcées volontaires. Un tel projet – ouvert à tous les pays qui le

souhaiteraient⁵ – devrait impérativement servir un programme de réduction du pouvoir du capitalisme financier en Europe. Dans cette optique, il impliquerait l'étude renouvelée de l'évolution des relations et des contradictions inter-étatiques et économiques au sein du capitalisme européen. Ce dernier existe en premier lieu en tant que capitalisme de capitalismes sous-régionalisés. Il convient de mieux appréhender cette structuration et de mieux connaître celle des chaînes de valeur productives et financières concrètes qui parcourent la région dans le but de développer des luttes sociales et politiques, ainsi que des solidarités, qui puissent s'inscrire matériellement dans les espaces capitalistes réellement existants en Europe et entre pays européens. Ainsi, il s'agirait par exemple, pays par pays, de mesurer la fraction de son commerce extérieur qui s'effectue au sein de l'UE et donc, par soustraction, celle qui s'effectue avec les pays tiers. Il s'agirait également d'identifier pour chacun de ces pays ses principaux partenaires commerciaux (clients, fournisseurs) dans le cadre du commerce intra-régional pour progressivement dessiner la carte et le territoire des capitalismes européens et construire des chaînes de résistances politiques et sociales équivalentes et plus concrètes.

Par ailleurs, il s'agirait d'impulser, partout à l'échelle européenne où des forces anti-austéritaires et de progrès social agissent, des débats et des échanges croisés autour d'un tel projet dans le but d'accumuler de l'expertise et des forces pour le soutenir et le promouvoir dans nos sociétés. Ce travail pourrait aboutir à l'organisation d'un Congrès des peuples d'Europe pour redimensionner les pouvoirs européens dans lequel serait discuté l'équilibre des normes dans la région (primauté des normes nationales sur les normes européennes).

⁵ Des alliances internationales étroites pourraient être envisagées, au-delà des logiques géographiques continentales, entre pays rejetant le néolibéralisme et la suprématie atlantiste.

Enfin, il s'agirait de soutenir partout ces mêmes forces impliquées dans des scrutins ou des consultations nationales qui mettent en jeu les questions de souveraineté et de rapport à l'Union européenne. De ce point de vue, trois échéances s'imposent. En 2017, des élections nationales auront lieu en France et en Allemagne. Au Royaume-Uni, le référendum sur le maintien ou le retrait du pays de l'Union européenne va donner lieu à une campagne intense. Sur place, des forces de gauche y préparent une bataille pour la refonte démocratique et sociale de l'Europe. D'autres promeuvent un "Left Exit" – "Lexit"–, c'est à dire un oui à la sortie – c'est la question posée –, mais sur la base d'un projet progressiste⁶. Ces positions vont contribuer à préciser celle de Jeremy Corbyn à la tête du Parti travailliste.

Nous devons convertir ces scrutins en bataille commune majeure sur l'Europe.

Paix, prospérité et démocratisation du bien être ont longtemps constitué les objectifs affichés du rêve européen. Leur donner vie aujourd'hui impose de se défaire de l'Europe réellement existante. Rien n'indique qu'une telle perspective sera réalisable à court terme en l'absence de majorités sociales et politiques pour le faire mais la crise de l'Europe, irréversible, est elle bel et bien enclenchée et ses conséquences politiques et géopolitiques seront lourdes. Elle aiguïsera toutes les contradictions à l'œuvre. Il revient aux forces de progrès d'être prêtes pour les affrontements à venir.

⁶ Lire Owen Jones, « La gauche britannique doit mettre en débat la sortie de l'Union européenne », Mémoire des luttes, 30 juillet 2015 (<http://www.medelu.org/La-gauche-britannique-doit-mettre>)